

parti avec lequel le député pactise depuis environ 12 ans. Il est à remarquer que ces comtés étaient représentés par des députés de l'Union nationale depuis 35 ou 45 ans.

Je crois que les Canadiens et les Québécois ne sont pas si stupides que voulait l'insinuer ce matin le député de Sainte-Marie. Ils savent que leur sécurité, dans les circonstances actuelles, se trouve entre les mains de ce gouvernement libéral, qui groupe un si grand nombre de compétence et des membres du cabinet qui ont le courage de prendre les dispositions qui s'imposent pour donner un coup de barre à l'économie canadienne, afin de la diriger, une fois pour toutes, vers la prospérité et vers le minimum d'aisance que saint Thomas d'Aquin dit être nécessaire à la pratique de la vertu.

C'est ce que le gouvernement s'efforce de faire, et si l'on se rappelle les mesures que j'ai énumérées tantôt et qu'on veuille les appliquer honnêtement plutôt que de s'amuser à discréditer le présent gouvernement, auprès du public, à des fins électorales, on constatera que nous sommes en train de nous acheminer vers un relèvement qui ne se fera pas trop attendre.

Et quand l'opposition nous arrive avec des...

[Traduction]

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, je saisis avec plaisir l'occasion qui m'est offerte de participer à ce débat qui, à mon avis, équivaut à une reprise du débat sur le budget tenu en mars. Selon la tradition, le débat sur le budget est de caractère très général, et je suivrai donc l'exemple des nombreux députés qui m'ont précédé en abordant diverses questions. J'espère que le manque d'unité de mes remarques sera compensé par la pertinence ou peut-être même par l'impertinence.

En écoutant le ministre le soir du budget, j'ai eu l'impression très nette que j'avais déjà entendu ce discours. Pour paraphraser les paroles de la chanson de «My Fair Lady», je m'étais habitué à ses farces. Que les Canadiens croient ou non que les politiques gouvernementales sont des farces, je suis certain que le ministre et le cabinet ne le croient pas. Et pourtant, c'est le peuple qui, en définitive, doit décider. La plupart des Canadiens trouvent bien difficile, en face du chômage et de la montée en flèche des prix, de faire confiance aux politiques du gouvernement. Seul

le temps aura raison du chômage hideux et du malaise social.

Monsieur l'Orateur, cet après-midi je propose que nous parlions du logement, du chômage et de diverses questions qui s'y rapportent. Je remarque que dans le budget de mars, il est proposé de continuer à différer les déductions d'amortissement dans trois provinces, y compris ma propre province de Colombie-Britannique pendant deux ans encore. On se demande si cette technique dite du refroidissement a bien les effets escomptés. La mesure tend évidemment à freiner la prolifération commerciale de construction de faible priorité dans des zones de croissance rapide, objectif louable sans doute. Mais est-ce vraiment ce qui se passe, ou ce délai signifie-t-il simplement des coûts supplémentaires pour ces communautés de plus de 50,000 habitants où la règle est applicable?

Il me semble que si ce genre de restriction à la construction peut réellement marcher dans des zones à croissance rapide, qui, soit dit en passant, sont souvent des zones de haut emploi, cela pourrait avoir un effet absolument contraire. La politique du gouvernement ne va pas encourager un homme d'affaires avisé à investir davantage dans des zones à croissance plus lente et il se peut qu'en réalité cela ne décourage pas la construction dans les zones où les entrepreneurs ont de bonnes perspectives de succès commercial. Simplement, cela risque d'ajouter 2 ou 3 p. 100 de plus aux coûts de construction, contribuant ainsi à la chose même que cette mesure voulait empêcher, c'est-à-dire à l'inflation. En revanche, si cela marche et décourage vraiment la construction, cela peut encourager le sous-emploi dans l'industrie du bâtiment et, partant, aggraver le triste bilan actuel dans le domaine du chômage, le pire depuis des années. Le gouvernement semble décidé à poursuivre aveuglément une politique qui prétend combattre l'inflation en accroissant le chômage, et cela malgré les critiques de plus en plus nombreuses d'économistes de renom, au Canada et ailleurs.

Je ne suis pas économiste et je ne prétends pas l'être. Mais un rapide coup d'œil sur les statistiques du chômage suffit à confirmer une situation très pénible dans l'ensemble de notre pays. On se demande jusqu'où iront les souffrances des Canadiens avant que le gouvernement consente à revoir sa politique actuelle.

Voici quelques semaines, John Kenneth Galbraith, économiste réputé qui fut l'un des collaborateurs de feu le président Kennedy, a déclaré devant le comité des finances, du commerce et des questions économiques que